

sides fut adopté la veille de la prorogation. De sorte que, pour ce qui concerne le Sénat, on ne saurait dire que les bills aient été adoptés avec une trop grande précipitation par ce corps. La mesure qui occupa notre attention durant les deux ou trois derniers jours de la session fut le bill modifiant le code criminel, concernant les timbres de commerce. Mon honorable ami, l'honorable sénateur de Stadacona (M. Landry) qui a combattu pour le maintien du système des timbres du commerce, a retenu la Chambre pendant une couple de jours, et voilà la législation qui a réellement occupé l'attention du Sénat. Il est bien vrai, cependant, que le bill connu sous le nom de bill d'indemnité parlementaire a été expédié à la hâte; mais personne ne s'est levé pour s'opposer à cette mesure. Mon honorable ami (sir Mackenzie Bowell) ne se trouvait pas présent dans le moment, et je ne sais pas s'il était hors de la ville, ou simplement absent de son siège.

Sir MACKENZIE BOWELL : L'honorable leader de la droite est dans l'erreur. S'il veut bien consulter le compte rendu des débats, il constatera que j'étais présent ici, et que je me suis opposé à certaines parties du bill. C'est à une autre mesure que j'ai fait allusion.

L'honorable M. SCOTT : Le bill d'indemnité parlementaire fut discuté en caucus. Je n'ai assisté, moi-même, à aucun caucus; mais le fait est que les deux partis politiques ont tenu des caucus pour examiner ce bill et qu'ils ont pris leur décision à ces caucus relativement à cette mesure. J'ai été alors porté à croire qu'il n'y avait pas une demi-douzaine de dissidents dans les deux Chambres sur l'opportunité du bill.

L'honorable M. FERGUSON : Les sénateurs n'ont assisté à aucun de ces caucus.

L'honorable M. SCOTT : Je ne le sais pas réellement; mais je crois qu'ils y ont pris part. J'ai vu assister auparavant des sénateurs à des caucus.

L'honorable M. FERGUSON : Je ne sais pas que la question ait été décidée à un caucus. Dans tous les cas je n'ai reçu aucune invitation à prendre part à un caucus.

L'honorable M. SCOTT : Je suis, peut-être, dans l'erreur et je retire mon assertion.

Sir MACKENZIE BOWELL : J'ai lu dans le "Free Press" qui est un organe ministériel, qu'un accord avait été conclu entre les partisans du gouvernement et les membres de l'opposition et que les membres du Sénat y avaient participé. Immédiatement après avoir lu le paragraphe du "Free Press", j'écrivis à mon honorable ami (l'honorable M. Ferguson) pour lui demander s'il avait eu connaissance de cet arrangement, ou s'il y avait pris part, et il me répondit que tout ce qu'il en connaissait lui venait de la rumeur courante. Je saisis la présente occasion pour rectifier l'assertion du "Free Press". L'honorable leader de la Chambre me pardonnera de l'avoir interrompu. J'ai oublié, hier, de faire cette rectification, et je tiens, aujourd'hui, à opposer une formelle dénégation à l'assertion du "Free Press". On a aussi prétendu que l'entente que je viens de contredire, avait été conclue pour obtenir un vote favorable aux bills d'autonomie des deux nouvelles provinces alors débattu. S'il y a eu une entente de ce genre, les amis politiques de l'honorable leader de la Chambre ont dû en être les seuls auteurs. Mes amis n'y ont pas participé puisqu'ils ont tous voté contre ces bills.

L'honorable M. SCOTT : Je n'ai jamais entendu dire que la question des bills d'autonomie ait été aucunement mêlée à celle dont il s'agit présentement. Je sais que des négociations eurent lieu, je ne dirai pas avec les membres du Sénat, mais avec les membres de l'autre Chambre. Ce fait est de notoriété publique.

Sir MACKENZIE PUBLIQUE : Qu'il soit donc bien compris que les sénateurs opposés au gouvernement n'ont eu aucune connaissance de l'entente en question et qu'ils n'ont pas été consultés sur ce sujet.

L'honorable M. SCOTT : J'accepte cette explication comme véridique. Le 19 juillet, nous avons disposé de tous les bills, et le parlement fut prorogé le 20. Ainsi, l'accusation, savoir que nous avons expédié les bills à la vapeur et sans donner aux sénateurs le temps de les discuter n'a pas la fondation que mon honorable ami croyait qu'elle avait.

Je constate que la Chambre des communes s'est déjà mise à l'œuvre, et j'espère que d'ici à huit ou dix jours je serai en état